

Le gel avant la tempête ? Les enjeux internationaux des jeux de Milano-Cortina

Vincent Pasquini | 4 février 2026 | ARTICLES | 



La cérémonie d'ouverture des jeux Olympiques (JO) d'hiver de Milano-Cortina se tiendra dans deux jours, le 6 février 2026, au sein du stade San Siro de Milan, devant le monde entier. Ou plutôt, devant ceux qui s'intéressent aux sports d'hiver, c'est-à-dire environ [2 milliards de personnes](#) (si l'on se fie aux audiences des JO précédents de 2022 à Pékin, dont plus d'un quart étaient chinois). En effet, les jeux d'hiver sont historiquement et par nature moins populaires. Ils impliquent moins d'une centaine de pays (91 à Pékin, un record), dont une trentaine peuvent de façon réaliste prétendre à une médaille (29 à Pékin). La présence de l'Amérique latine, de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique y est anecdotique (pour ce dernier continent, seuls l'Érythrée, le Ghana, Madagascar, le Maroc et le Nigéria avaient participé aux JO de Pékin). Sans participation universelle, ces JO ne sont pas un enjeu global. L'historiographie des jeux Olympiques se focalise d'ailleurs généralement sur ceux d'été, car ces derniers scandent l'évolution du rapport du milieu olympique au monde ([le livre de Patrick Clastres](#) est à ce titre une source précieuse d'informations). Pourtant, notre article montrera comment les jeux d'hiver ont été, dans le passé, y compris récent, le théâtre de tensions stratégiques, principalement dans leur anticipation. Si les mêmes tensions ne se manifesteront pas à Milano-Cortina, où les jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) s'annoncent dans un certain « confort » géopolitique, les germes sont déjà là pour que les compétitions sportives, notamment les futurs JOP, reviennent au centre de l'attention internationale. C'est donc comme un moment de froid avant la tempête qu'il faut appréhender les enjeux internationaux des prochains jeux d'hiver.

Les jeux d'hiver, un enjeu de relations internationales

Paradoxalement, la concentration de la participation aux jeux d'hiver densifie aussi les problématiques. Cette compétition peut donc, ponctuellement, ouvrir un espace politique singulier. On mentionnera les jeux de Sarajevo en 1984, appelés les « jeux de la paix », car réunissant les deux blocs de la guerre froide après le boycott de Moscou 1980 et avant celui de Los Angeles 1984. Les jeux de Lillehammer en 1994, étaient les premiers à l'ouverture desquels le président du Comité international olympique (CIO), Juan Antonio Samaranch, a fait un [appel vibrant](#) à la trêve en ex-Yougoslavie (« Déposez les armes ! »), se rendant même à Sarajevo pendant le déroulé des jeux Olympiques pour exprimer son soutien aux athlètes bosniens dix ans

après les jeux de la paix. C'est l'attribution des jeux de Salt Lake City 2002 qui a révélé [le plus grand scandale de corruption](#) ayant touché le CIO, poussant à la démission dix de ses membres et entraînant des réformes de fond. Les jeux de Sotchi en 2014 ont été entachés par [le scandale du dopage d'État](#) organisé par la Russie, précédés de tensions géopolitiques importantes entre le pays hôte et la plupart des nations occidentales, incluant des appels au boycott, et suivis par l'annexion de la Crimée.

La dernière édition des jeux d'hiver, à Pékin en 2022, a aussi été précédée d'un cortège de controverses internationales : les [appels au boycott](#) pour dénoncer la situation des droits de l'homme en Chine se sont multipliés, forçant les dirigeants occidentaux à raviver la notion de « [boycott diplomatique](#) » (c'est-à-dire l'absence de participation de hauts responsables politiques). Quelques mois avant les JOP, [l'affaire Peng Shuai](#) secouait de nouveau l'institution olympique dans des proportions imprévues de tous. Et juste après la clôture des jeux de Pékin, la Russie attaquait de nouveau l'Ukraine, déclenchant une onde de choc mondiale qui allait emporter le monde du sport avec elle. Pour la première fois de l'histoire, la violation de la trêve olympique était évoquée pour exclure des athlètes d'une compétition, en l'occurrence les jeux Paralympiques. La question des conditions de participation des athlètes russes et biélorusses aux jeux de Paris 2024 a ainsi rythmé l'actualité internationale pendant plus de deux ans. La guerre conduite par Israël à Gaza a ensuite ouvert un nouveau front de controverse internationale, avec des appels à la solidarité et au boycott.

Dire que les JOP, d'été ou d'hiver, sont un « événement international » majeur semble relever de l'évidence. Ils sont aussi un événement longuement anticipé, sur parfois plus de dix ans, ce qui est l'une de leurs singularités majeures dans le paysage mondial. Ils ne peuvent donc pas comporter l'élément d'aléa généralement attribué aux événements historiques [tels que compris dans les sciences sociales](#). En revanche, comme tout événement majeur et en tant qu'« événement moderne » (comme le qualifierait [Pierre Nora](#)), leur médiatisation est essentielle à leur existence et chaque édition revendique en elle-même d'être une rupture par rapport aux précédentes – et même bien au-delà, pour divers pans de la société. De plus, par leur périodicité revendiquée et immuable, les jeux Olympiques racontent leur propre histoire, purement « événementielle ». Les JOP sont donc une sorte d'« événement international anticipé ». Ainsi, les enjeux internationaux qu'ils posent ne se situent pas dans leurs conséquences ou même leur déroulement, mais dans le temps de leur anticipation, pendant laquelle leur statut de rupture est déjà clamé (comme la revendication de « jeux révolutionnaires » et de « casser les codes » pour Paris 2024, avant que la compétition n'ait eu lieu, ou le discours récurrent sur « [un avant et un après](#) »). C'est pour cette raison que la période qui précède les JOP est celle de l'emballlement général, y compris au niveau international, comme nous l'avons vu précédemment à Pékin en 2022 (comme d'ailleurs en 2008), d'où la nécessité d'aborder la dimension internationale des jeux d'hiver de Milano-Cortina quelques jours avant leur lancement.

Un cadre géopolitique « gelé » pour Milano-Cortina

Comparativement aux éditions précédentes, l'ambiance internationale entourant les jeux d'hiver de Milano-Cortina semble relativement apaisée, surtout pour des jeux Olympiques. Certains sujets, qui alimentent le débat sur le futur des grandes compétitions sportives, sont pour ainsi dire « gelés » pour le moment. Il en va ainsi, par exemple, de ce que le CIO appelle la « protection des catégories féminines », qui concerne actuellement principalement la question de la participation des sportives transgenres. Si cette question a une longue histoire au CIO, y compris aux jeux d'hiver avec le cas d'[Erika Schinegger](#), aucune athlète ne semble concernée pour Milano-Cortina. Les jeux d'hiver n'accueillent pas de délégation d'athlètes réfugiés, retirant au CIO une plateforme importante d'engagement international via sa collaboration forte avec le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Les fédérations de sports d'hiver sont globalement alignées avec le CIO et ne risquent pas de remettre en cause ses décisions ni d'entrer en porte-à-faux avec l'organisation, contrairement aux jeux d'été où, par exemple, les tensions entre le CIO et l'International Boxing Association (IBA) avaient menacé la présence de la boxe aux jeux et débouché sur la création d'une nouvelle fédération, World Boxing. La question d'Israël est aussi moins brûlante dans le cadre des jeux d'hiver : l'État hébreu y participe depuis 1994, [mais n'y a jamais remporté de médaille](#) et aucun [des refus de participation face à des athlètes israéliens](#) ne concerne les jeux d'hiver.

Même l'enjeu de la participation des athlètes russes et biélorusses, qui paraissait brûlant il y a deux ans, a considérablement refroidi. Le 19 septembre 2025, [la Commission exécutive du CIO a confirmé l'application](#) des mêmes critères de participation d'athlètes « porteurs d'un passeport russe ou biélorusse » en tant qu'« athlètes neutres et indépendants ». Cette décision était attendue, ne constituait pas un changement de politique et n'a donc pas suscité les mêmes réactions d'indignation de la part de la Russie que dans le passé. De plus, la décision finale revient aux fédérations, qui s'étaient montrées particulièrement strictes jusqu'à présent : la fédération de ski a maintenu une exclusion totale des athlètes russes et biélorusses, jusqu'à ce que cette décision soit invalidée par le Tribunal arbitral du sport (TAS) le 6 décembre 2025. Le contingent russe et biélorusse à Milano-Cortina ne devrait par ailleurs pas dépasser une vingtaine d'athlètes. La Russie avait réagi à son exclusion générale en 2022 en essayant de remettre en cause l'ordre sportif mondial, y compris en annonçant l'organisation de jeux alternatifs (les « jeux des BRICS », les « jeux de l'amitié »). Cette stratégie avait globalement échoué. Depuis, il semble que la stratégie de Vladimir Poutine

consiste à « normaliser » la situation [en revenant petit à petit dans le monde sportif](#), ce qui implique de regarder au-delà de Milano-Cortina (comme nous le verrons plus bas) et d'éviter de créer un climat d'hostilité autour des jeux d'hiver 2026.

Du point de vue du rapport de force sportif, en la quasi-absence de la Russie, la géopolitique de ces JOP pourrait se résumer à « Chine contre Occident ». En effet, si l'on se réfère aux jeux Olympiques d'hiver de Pékin, 29 pays figuraient au tableau des médaillés, dont 22 européens (y compris la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine). Parmi les États non européens, on comptait l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, le Japon, le Canada, les États-Unis et la Chine (la répartition était la même aux deux éditions précédentes, à l'exception du Kazakhstan, qui y avait à chaque fois remporté une médaille). En enlevant la Russie et la Biélorussie, le tableau de Milano-Cortina risque de comporter uniquement des pays alliés des États-Unis, l'Ukraine (qui n'est pas formellement alliée) et, en face, la Chine – troisième au tableau des médailles à Pékin – comme seule représentante du « reste du monde » (seule membre des BRICS et du G77 de l'Assemblée générale des Nations unies). Une exception pourrait se glisser dans ce tableau : le skieur brésilien Lucas Braathen, qui a la double nationalité norvégienne. Politiquement, et même si elles sont bannies de l'enceinte sportive par la charte du CIO, les seules manifestations à prévoir seront probablement en solidarité avec l'Ukraine, ou potentiellement avec l'Iran, qui est censé participer aux jeux de Milano-Cortina en ski alpin et en ski de fond.

Cette image ne sera pas anodine. Elle reflétera également celle de l'avenir de l'organisation des jeux d'hiver, dont les quatre prochaines éditions auront lieu en Italie, en France, aux États-Unis et sûrement en [Suisse, avec une forte probabilité que le Japon](#) soit choisi pour 2042. Dans un contexte de questionnement sur l'avenir des jeux d'hiver, cette visibilité sur leur organisation jusqu'en 2046 (qui reflète la préoccupation du CIO quant à l'avenir des jeux d'hiver, que seulement [10 pays pourraient accueillir d'ici 2040](#)) revient à les ancrer de manière quasiment définitive dans le camp « occidental ». En effet, étant donné tous les questionnements sur la durabilité des jeux d'hiver, personne ne peut prédire à quoi ils ressembleront dans 20 ans (cet article ne traite pas des [questions environnementales](#), essentielles au débat sur l'avenir des jeux d'hiver, et qui ont suscité certaines controverses pour Milano-Cortina, notamment pour le [patinage](#) et la [piste de bobsleigh](#)). D'ici là, le CIO a donc essayé de planifier, à partir de Milano-Cortina, les conditions d'une certaine tranquillité diplomatique autour des jeux d'hiver.

Cette sorte de « calme » géopolitique s'est manifesté lors de l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) sur la [trêve olympique](#), le 19 novembre 2025. La résolution de Paris 2024, adoptée en novembre 2023, avait donné lieu, pour la première fois de l'histoire (avec l'abstention de la Russie et de la Syrie), à un vote mettant au grand jour des divisions que même un sujet comme la trêve ne pouvait pas effacer. Deux ans plus tard, la résolution [appelant à la trêve](#) pendant les jeux Olympiques et Paralympiques de Milano-Cortina a de nouveau été adoptée par consensus, avec 165 cosponsors. La séance n'a pas donné lieu aux échanges tendus de 2023, quand le président du CIO, Thomas Bach, mettait le monde en garde contre les menaces d'organisation de compétitions sportives parallèles par la Russie. Cette atmosphère plus consensuelle pourrait libérer des initiatives politiques autour des JOP. Le 8 octobre 2025, lendemain du deuxième anniversaire de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, le [ministre italien des Affaires étrangères a proposé](#) un « cessez-le-feu global » pendant les JOP de Milano-Cortina. Cette annonce, somme toute classique de la part d'un pays hôte, avait lieu pendant la finalisation du cessez-le-feu à Gaza sous les auspices de Donald Trump. Elle n'a pas été réitérée officiellement depuis et restera probablement lettre morte. Mais si la période de la trêve s'aligne avec d'autres négociations (en Ukraine notamment), elle pourrait être symboliquement activée d'une manière imprévue.

L'après-jeux, déjà là, porte en lui les germes de la tempête

Pour autant, le calme créé par l'absence de grands sujets controversés, y compris ceux liés à la Russie, et le confort de l'avenir géopolitique des jeux d'hiver, sera probablement de courte durée. Kirsty Coventry, la nouvelle présidente du CIO, pose elle-même les termes du principal sujet de l'« après-jeux » dans son [discours pour l'adoption de la résolution sur la trêve olympique](#). En soulignant comment les sportifs peuvent incarner la compétition pacifique et l'amitié entre les peuples, elle explique que les « athlètes peuvent seulement inspirer les générations futures s'ils peuvent participer aux compétitions ». Elle élabore ensuite longuement l'importance pour les sportifs de pouvoir accomplir leurs rêves sans interférence politique. Ces remarques faisaient référence à un événement qui venait de se produire : l'Indonésie avait refusé leurs visas à des gymnastes israéliens pour les championnats du monde qui se tenaient à Djakarta en octobre 2025. À la suite de cela, la Commission exécutive avait [suspendu tout dialogue avec ce pays pour l'accueil d'événements olympiques](#). Mais la présidente Coventry faisait aussi évidemment référence au sujet qui, depuis quatre ans, occupe le monde sportif : la réintégration des athlètes russes et biélorusses aux compétitions sportives internationales, « avec hymnes et drapeaux ». Ce sujet s'est ouvert juste avant les jeux Paralympiques de Pékin, et c'est quatre ans plus tard, à l'occasion des jeux Paralympiques de Milano-Cortina, qu'il devrait commencer à se refermer.

Sur ce sujet, un rappel s'impose. Le vendredi 4 mars 2022, à la veille de la cérémonie d'ouverture, [les para-athlètes russes et](#)

[biélorusses étaient exclus des jeux Paralympiques de Pékin](#). Cette décision avait été prise sous une pression extrême et à contre-cœur par le Comité paralympique international (International Paralympic Committee, IPC), dont le président Andrew Parsons avait annoncé deux jours plus tôt que les Russes et Biélorusses pourraient bien prendre part aux jeux, comme athlètes neutres. *A posteriori*, elle était inéluctable. Dès le 24 février, le CIO avait démarré une escalade de communications, [condamnant la violation de la trêve par la Russie](#), recommandant [l'absence de drapeau et d'hymne pour les athlètes russes](#), puis [leur bannissement total](#) le 28 février. Une fois la situation stabilisée, le CIO a formalisé le retour des Russes et Biélorusses comme « athlètes neutres et indépendants » en 2023, une décision également endossée par l'IPC pour Paris 2024.

Quatre ans plus tard, alors que la situation sur le terrain n'a pas changé, c'est l'IPC qui a, le premier, [ouvert la porte à un retour des Russes et Biélorusses](#), « avec hymnes et drapeaux », dans le concert sportif mondial *via* les jeux Paralympiques de Milano-Cortina, qui se tiendront du 6 au 15 mars. Cette décision et la réticence à exclure les mêmes para-athlètes quatre ans auparavant obéissent à la même logique liée au mode de gouvernance de l'IPC. Contrairement au CIO, dont les membres sont des personnes physiques élues par leurs pairs, l'IPC est une organisation dont les membres sont les comités paralympiques nationaux de chaque pays. Ce sont donc eux qui votent les décisions et les positions de l'IPC reflètent un rapport de force mondial sur le sujet. Or, il semble qu'une majorité de pays (du moins tel que l'exprime le vote de leur comité national paralympique) soient en faveur de ce retour, un message difficile à ignorer et qui confirme le succès de la stratégie de « normalisation » internationale poursuivie par la Russie à travers le sport.

De ce point de vue, il est intéressant de noter que la plupart des pays ayant fait basculer le vote de l'IPC en 2026 (mais pas en 2022) ne participeront probablement pas eux-mêmes aux jeux Paralympiques d'hiver : ces jeux n'ont regroupé que 46 nations en 2022, la plupart occidentales. De fait, juste après la décision de l'IPC, 34 pays ont signé une [déclaration commune](#) s'y opposant, dont 28 avaient participé aux jeux Paralympiques de Pékin. Si l'on y ajoute la réaction d'« [incompréhension totale](#) » de la présidente du Comité paralympique et sportif français (CPSF), il est évident que la majorité de ces 46 nations participantes aux jeux ont voté contre la réintégration : une décision qui s'impose à eux et expose au grand jour le paradoxe des jeux d'hiver, événement régi sur des principes universels, mais réservé à une minorité de pays quasiment tous alignés politiquement (la réflexion en cours pour essayer d'étendre le programme des jeux d'hiver à d'autres sports, entre autres pour ouvrir la participation, rencontre [l'opposition des fédérations de sports de neige et de glace](#)).

Pour autant, le vote de l'IPC n'apportera pas, en soi, un changement immédiat dans le paysage sportif redessiné à l'hiver 2022. En effet, l'IPC donne le pouvoir de décision final aux fédérations internationales, qui sont les mêmes que pour les jeux Olympiques et qui ont été, comme on l'a vu, plutôt restrictives. À ce stade, la présence de para-athlètes russes et biélorusses à Milano-Cortina en mars n'est pas garantie, mais il est à parier que la Russie fera tout pour qu'elle soit assurée, en particulier si cela implique de voir son drapeau flotter de nouveau, voire son hymne retentir en cas de victoire.

Quoi qu'il arrive, dès le lendemain des JOP de Milano-Cortina, l'orage commencera à gronder au loin pour le monde sportif. Ce vent du changement souffle déjà, et pas seulement en Italie. Le lendemain de la cérémonie d'ouverture de Milano-Cortina, commencera en France, le 7 février, le Paris Grand Slam, un tournoi majeur de judo. La Fédération internationale de judo (FIJ) a été l'une des premières, en novembre dernier, à [autoriser le retour à la compétition des athlètes russes et biélorusses](#) « avec hymnes et drapeaux », refermant la parenthèse ouverte en 2022. Deux ans après les JOP de Paris 2024, quasiment quatre ans après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, il existe une probabilité forte pour que l'hymne russe retentisse dans la capitale française au moment du podium de l'un de ses athlètes (les Russes ont en effet déjà [remporté deux médailles d'or](#) au premier grand slam auquel ils ont pu participer avec hymne et drapeaux, à Abu Dhabi, fin novembre 2025). Ce sont « des mers du Sud aux contrées polaires » (début du deuxième couplet de l'hymne russe) que viendront les premiers souffles du vent du changement.

Mais c'est vers l'ouest que les plus gros nuages vont apparaître. À partir du printemps 2026, les États-Unis entreront dans ce qui est appelé la « [Decade of sports](#) » (décennie des sports), qui commence avec la Coupe du monde masculine FIFA (Fédération internationale de football association) cet été, suivie des JOP de Los Angeles en 2028 et qui se clôturera avec les jeux d'hiver en Utah en 2034, en passant par les coupes du monde de rugby masculine et féminine de 2031 et 2033. Avec à leur tête un président qui, ne s'embarrassant pas du droit international, fera probablement aussi peu de cas de l'indépendance du mouvement sportif. Ses rapports avec la FIFA en sont un avant-goût, entre [menaces de délocalisation de matchs](#), appropriation personnelle du [tirage au sort](#) et [restrictions de visas](#). La Coupe du monde 2026 donnera le ton. Tous les sujets « gelés » pour le moment reviendront sur la table, notamment en matière de participation, que ce soit sur la « protection des catégories féminines » ou celle de certains pays pour des raisons politiques ou même de visa. La question du dopage pourrait s'inviter sur fond de [tensions entre les États-Unis et l'Agence mondiale antidopage \(AMA\)](#), d'une part, et d'organisation des « [enhanced games](#) » (« jeux améliorés » sans contrôles antidopage) à Las Vegas en mai 2026, d'autre part. Contrairement à la FIFA, le CIO ne sera pas en mesure de décerner un prix pour la paix au président Trump. En revanche, la plateforme offerte aux Nations unies

pour l'adoption de la trêve olympique pourrait se transformer en tribune. Dans ce contexte, cette décennie coïncidera aussi avec le lancement des initiatives de [réforme de la présidente du CIO](#), en cours de discussion via le processus « Fit for the Future ».

*

* *

Les JOP de Milano-Cortina resteront probablement uniquement dans l'histoire olympique pour leur dimension sportive et spectaculaire, ainsi que pour les sujets techniques et écologiques qu'ils soulèveront pour le futur des jeux d'hiver. Ils marqueront, sur ce point, le début d'une série d'éditions planifiées longtemps à l'avance et à l'issue de laquelle la nature des JOP pourrait avoir changé. Leur anticipation se passe sans controverse majeure, et la nature de la participation et les précédents historiques n'augurent pas de tensions particulières, même si les revendications politiques n'en seront peut-être pas totalement absentes.

Néanmoins, en commençant à refermer la page de la guerre en Ukraine tout en ouvrant une période incertaine pour le mouvement sportif, ils pourraient aussi, *a posteriori*, devenir un marqueur important dans l'histoire des jeux et des grandes compétitions sportives pour ce qui va leur succéder. Le calme entourant les JOP de Milano-Cortina pourrait être celui qui précède la tempête.

Crédit photo : [emson](#)

— • — — • — — • •

Vincent Pasquini

Vincent Pasquini a plus de vingt ans d'expérience dans les relations internationales. Il a travaillé au ministère des Affaires étrangères sur l'asile politique et l'observation électorale, puis pendant 14 ans aux Nations unies, sur la doctrine et le soutien aux transitions des missions politiques. Son dernier poste aux Nations unies était celui de chef d'équipe pour la Somalie. Il a ensuite été, de 2020 à 2024, en charge de la coopération internationale pour le comité d'organisation de Paris 2024. Il est actuellement consultant indépendant pour des organisations internationales et dans le domaine du sport, et chercheur associé au Centre Thucydide de l'université Paris-Panthéon-Assas.

Comment citer cette publication

Vincent Pasquini, « Le gel avant la tempête ? Les enjeux internationaux des jeux de Milano-Cortina », *Le Rubicon*, vol. 6, 4 février 2026 [<https://lerubicon.org/le-gel-avant-la-tempete-les-enjeux-internationaux-des-jeux-de-milano-cortina/>].